SECTION VI.—*Compagnies minières constituées hors de la province*

11. Nulle compagnie minière dont le bureau principal est situé hors de la province ne peut vendre ou autrement aliéner, directement ou indirectement, dans la province, ses actions, stock, certificats d'actions, débentures ou autres valeurs à moins qu'elle n'ait au préalable obtenu une autorisation à ces fins du lieutenant-gouverneur.

12. Cette autorisation est donnée sur requête si la compagnie :—

1. Dépose au bureau du secrétaire de la province une copie de sa charte et de ses lettres patentes ;

2. Établit sous serment, si requis, qu'elle possède des biens suffisants, et qu'elle conduit ses opérations de manière à mériter la confiance publique ;

3. Dépose au bureau du secrétaire de la province une procuration constituant un agent principal dans la province aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle, et déclarant où sera établi le bureau principal de la compagnie dans la province.

13. Avant que l'autorisation soit accordée, la compagnie doit établir, à la satisfaction du secrétaire de la province ou de tout autre fonctionnaire ou officier chargé par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil de faire un rapport sur cette matière, que les faits allégués dans sa requête sont vrais, et qu'elle offre des garanties suffisantes pour justifier l'octroi de l'autorisation.

A cette fin, le secrétaire de la province ou tel autre officier peut requérir la production de tout document qu'il croit nécessaire, et prendre et conserver par écrit tout témoignage rendu sous serment ou sous affirmation, et peut administrer toute affirmation ou tout serment requis.